

## Le fait du jour

Photo Lucien Bourgeois



### Questions à

**LUCIEN BOURGEOIS**

Économiste, spécialiste  
du monde agricole

● Depuis le début de la guerre en Ukraine, l'inflation menace la souveraineté alimentaire. Pour l'économiste Lucien Bourgeois, des leviers existent pour sortir de cette situation.

#### Quelles sont les répercussions de la guerre en Ukraine sur la souveraineté alimentaire en France ?

La première chose évidente, c'est l'inflation. Je ne comprends pas le gouvernement français. Il a pris des mesures pour faire baisser le prix de l'énergie pour les ménages. Il a commencé à s'inquiéter de la disponibilité des médicaments, un domaine dans lequel il n'intervenait jamais avant.

Que l'on change les méthodes pour intervenir sur le prix des produits alimentaires. D'autant que, si au départ, on a fait la Pac (Politique agricole commune), c'est à cause de la guerre froide et du risque de pénurie alimentaire ! On a complètement oublié cet aspect. Alors que nous sommes dans une relative abondance alimentaire, une augmentation de 14 % du prix des pâtes me paraît ridicule.

#### L'agriculture française a-t-elle perdu en compétitivité ?

Non, on ne peut pas dire ça. 2021 et 2022 ont été deux excellentes années. On n'a jamais vu un revenu aussi élevé, avec une hausse de 30 %, en moyenne, des produits agricoles. Mais attention : plus dure sera la chute. On ne peut pas imaginer que, dans l'avenir, les prix ne rechutent pas. Si les prix des céréales ont commencé à augmenter, à partir de juillet 2021, c'est parce que Poutine disait alors que l'Ukraine faisait partie de la grande Russie. La même année, on annonçait pourtant une récolte historique mondiale de céréales. La concomitance entre une production record et des prix records est incompréhensible.

« Alors que nous sommes dans une relative abondance alimentaire, une augmentation de 14 % du prix des pâtes me paraît ridicule. »

Ce n'est explicable que par la guerre et par le fait que les grandes sociétés de négoce international ont pu s'en mettre plein les poches.

#### Quel est donc le levier pour sortir de cette situation ?

Si on avait un peu de stock public, si les Chinois avaient acheté 15 millions de tonnes de moins et que les usines d'éthanol avaient été stoppées, on avait les moyens d'inverser la tendance. Je n'ai jamais vu un discours ni du ministre de l'Agriculture, ni du ministre de l'Économie disant qu'on pouvait faire quelque chose. Tout le monde s'en est lavé les mains.

Le principal levier, c'est de reprendre pied dans la régulation des marchés. L'État ne peut pas s'en désintéresser. La preuve, c'est que, cette année, avec l'inflation et les dégâts que cela occasionne sur la cohésion sociale, l'État reprend pied dans la régulation de l'énergie. Pour l'alimentation, ça ne lui coûterait pas cher : un stock de céréales, ce n'est pas le bout du monde. Au nom de quoi, en tant que contribuable, peut-on accepter de continuer à verser des aides aux agriculteurs si on n'est pas capable d'intervenir pour empêcher une inflation qui n'a aucune raison d'être, alors qu'il n'y a aucune pénurie ?